

Redonnons la priorité à l'industrie !

La France a perdu près d'un million d'emplois industriels depuis 2001. Ça suffit !

Collectif*, *Le Monde*, 19 janvier 2017

Ce chiffre-là glace d'effroi. Et même en pleine campagne électorale, où les discours doivent donner de l'élan, il faut bien le citer. Peut-être même le crier : depuis 2001, l'industrie française a perdu chaque jour, en moyenne, 165 emplois. Une ville comme Lourdes ou Fontainebleau « rayée » chaque trimestre, et cela pendant quinze ans. Au total, près d'un million d'emplois directs perdus. Ça suffit ! Si enclin à fustiger de « démagogue » tout discours à rebours de ses idées austéritaires, le patron des patrons, Pierre Gattaz, promettait effrontément de créer « *un million d'emplois* » si le coût du travail baissait suffisamment.

Selon la même magie de l'appauvrissement, François Fillon, assure lui de diviser par deux le taux de chômage. Ils trompent les Français ! Pour retrouver le sentier du développement et de l'emploi, le pays ne doit pas jouer les Pères Fouettards du salariat mais s'appuyer sur la mère de toutes les batailles productives : l'industrie. Même à l'heure du numérique et de la robotique, l'industrie entraîne avec elle toute l'activité, la recherche, l'investissement et, au final, l'emploi.

Réorientons les activités industrielles et productives. Dans une dynamique nouvelle de développement, les activités industrielles devront être vigoureusement stimulées et réorientées de manière à répondre aux besoins fondamentaux tels qu'une alimentation saine, respectueuse de la rareté des ressources naturelles (terre, eau, air), une santé protégée et des logements économes en énergie... Cette réorientation s'inscrit pleinement dans la perspective de la nécessaire transition écologique et ne pourra être opérée qu'avec des travailleurs mieux formés.

Changeons la place du travail et favorisons un nouvel entrepreneuriat dans l'économie et la société. La place du travail dans notre société et dans notre économie est fortement questionnée aujourd'hui. Le chômage et le mal emploi se répandent, les compétences sont globalement mal valorisées. Or l'innovation n'est pas le fruit spontané des nouvelles technologies mais bien le résultat des interactions humaines.

Le développement industriel a besoin de salariés innovants, aux compétences reconnues, bien rémunérés, occupant des emplois stables et prenant une part active aux décisions. Seuls des salariés compétents et impliqués sont, en effet, en mesure de donner aux entreprises les capacités d'innover. Ici réside le compromis fondamental entre le capital et le travail sans lequel aucun développement n'est possible.

Remettons la finance à sa place

De concert avec une organisation du travail fortement renouvelée, de nouvelles formes de travail et d'entrepreneuriat devront être stimulées. L'innovation ouverte, l'externalisation ouverte, les tiers lieux, les « *fab lab* », les très jeunes entreprises devront être soutenus. L'économie sociale et solidaire devra être encouragée et l'économie collaborative promue et protégée afin de ne pas devenir un avatar « ubérisé » du capitalisme financiarisé.

Remettons la finance à sa place. La finance continue d'étouffer l'industrie. Le temps des marchés financiers et celui des publications de résultat trimestriel ne sont pas ceux de l'entreprise et des projets industriels. Sans parler des exigences excessives de rendement des capitaux propres qui privent les entreprises de nombreuses opportunités industrielles et commerciales. Le principe même de cette finance folle est profondément inégalitaire puisqu'il rémunère les « facteurs » selon leur propension à la mobilité.

Ancrons également les activités dans les territoires. C'est un autre enjeu essentiel de la nouvelle dynamique de développement. Un tel ancrage repose sur les différentes dimensions de la proximité territoriale : compétences, ressources et valeurs. Si le renforcement des différentes dimensions de la proximité trouve naturellement sa place dans une dynamique nouvelle de développement, il en va de même de l'économie circulaire ou encore de l'économie de la fonctionnalité.

L'économie circulaire élimine la notion de « déchet » en considérant, dès la conception des produits, leur recyclage et leur réparabilité dans une perspective opposée à l'obsolescence admise, voire programmée. L'économie de la fonctionnalité met, elle, l'accent sur une utilisation raisonnée et le plus souvent partagée des services que peuvent rendre les biens, plutôt que leur propriété individuelle.

Nous ne croyons pas que la politique d'austérité suivie depuis des années soit de nature à donner à la France la perspective et le dynamisme dont elle a besoin. Les coupes claires budgétaires ne peuvent que provoquer la récession et la contraction des débouchés des entreprises. Seul un développement des activités productives soutenu par une politique publique de relance et des dispositifs financiers tournés vers l'investissement dans l'industrie – et non au versement de dividendes accrus – permettra de retrouver le chemin de la prospérité. Il s'agit d'un enjeu collectif qui engage tous les Français, et qui doit être au cœur des débats qui vont animer les campagnes électorales à venir.

* Gabriel Colletis, professeur de sciences économiques (Toulouse 1-Capitole) ; Eric Coquerel, Parti de gauche ; Franck Dedieu, délégué général République moderne ; Jacques Généreux, Parti de gauche ; Gaëtan Gorce, sénateur PS ; Pierre Laurent, secrétaire national PCF ; Arnaud Montebourg, candidat à la primaire de la gauche ; Jean-Claude Mailly, secrétaire national du syndicat FO ; Philippe Martinez, secrétaire national du syndicat CGT ; Bernard Thibault, ancien secrétaire national de la CGT.

Autres signataires (en ligne) :

Jean-Baptiste Barfety, fondateur de la Conférence Gambetta ; Marie-Françoise Bechtel, député République moderne ; Laurent Cordonnier, maître de conférences en économie, Université de Lille ; Pierre Dubreuil, ancien conseiller régional Ile-de-France, chargé du projet « Nouvelle Europe, auprès d'Arnaud Montebourg ; Guillaume Etievant, économiste, expert auprès des comités d'entreprise ; Olivier Favereau, économiste ; André Gauron, économiste ; Gaël Giraud, chef économiste de l'Agende française de développement ; Roland Gori, psychanalyste ; Alain Grandjean, économiste associé de Carbone 4 ; Michel Husson, statisticien et économiste à l'Institut de recherche économiques et sociales ; Benjamin Masse-Stamberger, journaliste ; Etienne Morin, professeur d'économie en classes préparatoires ; François Morin, professeur émérite de sciences économiques, Toulouse 1-Capitole ; Pierre-Alain Muet, député PS ; Christophe Ramaux, maître de conférences en économie, Université de Paris 1 ; Robert Salais, directeur de recherche émérite en économie au CNRS ; Danielle Simonnet, parti de gauche ; Henri Sterdyniak, économiste à l'OFCE.